



MAIRIE
LE VAL

83143

Téléphone : 04 94 37 02 20
Télécopie : 04 94 37 02 25

**20 15 / 19 1**

ARRÊTÉ TEMPORAIRE DE CIRCULATION ET D'OCCUPATION DE VOIRIE

Travaux SGAD rue du Huit Mai 1945**Prolongation de l'AM n°177/2015****N° 2015/191**

L'Adjoint au Maire de LE VAL (VAR) ;

Vu l'arrêté du Maire n°2014-51 du 22 avril 2014 portant délégation des fonctions Sécurité, Prévention, Police Municipale et Personnel Communal à Monsieur Xavier GIRAUD, Adjoint au Maire ;

Vu les articles L. 2212-1 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles L411.1.1 et suivants ;

Vu l'arrêté municipal permanent n°1-2013 en date du 2 janvier 2013 réglementant le stationnement et la circulation sur la commune ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I), précisant les conditions dans lesquelles doivent être employés les signaux définis dans l'arrêté interministériel du 24/11/1967 modifié ;

Vu la demande en date du 20 octobre 2015 de la SGAD, domiciliée 1 bis avenue de Roquerousse – 13520 MAUSSANES LES ALPILLES, concernant la prolongation de l'arrêté n° 2015/177 pour un chantier situé rue du Huit Mai 1945 – 83143 LE VAL à compter du 26 octobre 2015;

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité et de réglementer la circulation et le stationnement sur l'ensemble des voies communales concernées ;

ARRÊTE

ARTICLE 1: par dérogation à l'AM n° 2013/01 du 2 janvier 2013, l'entreprise pétitionnaire est autorisée à stationner ses engins aux abords du chantier situé rue du Huit Mai 1945 – 83143 LE VAL, du 26/10/2015 au 30/10/2015.

ARTICLE 2 : L'entreprise pétitionnaire est autorisée à interrompre la circulation le temps des travaux. Elle s'engage à mettre en place une signalisation conforme à la législation visant à prévenir les usagers de la gêne occasionnée par les travaux à l'intersection de la place Gambetta et la rue du 8 mai 1945 ainsi qu'à la hauteur du stade de foot situé rue Nationale.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire s'engage à faciliter le passage des véhicules d'intervention et de secours et à maintenir et à sécuriser le passage des piétons pendant la durée des travaux.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire est tenu responsable en cas de sinistre dû à une défaillance aux précédents articles, et en cas de dégât aux domaines public et privé.

ARTICLE 5 : La Gendarmerie de BRIGNOLES et la Police Municipale sont chargées, chacune en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

ARTICLE 6: Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Toulon dans les 2 mois à compter de sa publication.

Copies transmises à :

- Le pétitionnaire
- Monsieur Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Brignoles,
- La Police Municipale du Val.

Fait au Val, le 20 octobre 2015

**L'adjoint Délégué à la Sécurité
Xavier GIRAUD**

